

Nouvelles sahraouies

N° 175 | décembre 2019

paraît 4 fois par an – ISSN 1016-7730



AMINATOU HAIDAR PRIX NOBEL ALTERNATIF 2019

«NOTRE LUTTE EST AUSSI
VOTRE LUTTE»

S O M M A I R E

En 2020, passer du silence à de nouvelles actions 2

Prix Nobel alternatif pour la pacifiste sahraouie Aminatou Haidar 3

Etiquetage des produits du Sahara Occidental 5

L'électricité et le solaire au Sahara 7

Hindu Mani, la première pizaiola des camps sahraouis 10

Où sont les 15 jeunes Sahraouis disparus depuis 2005 ? 12

Solidarité au Portugal: l'engagement d'Isabelle Lourenço 13

COMITÉ SUISSE DE SOUTIEN AU PEUPLE SAHRAOUI
VAUROUX 2 – 2022 BEVAIX

E-MAIL: CONTACT@SAHRAOUI.CH – C.C.P. 12-6818-7
Comité de soutien au peuple sahraoui – 1211 Genève 8

EN 2020 PASSER DU SILENCE À DE NOUVELLES ACTIONS

Fin décembre, le congrès du Front Polisario, représentant du peuple sahraoui, va se tenir dans les territoires libérés du Sahara Occidental.



Que ressortira-t-il de ce congrès, alors qu'un épais silence continue de recouvrir le conflit du Sahara Occidental? La situation alimentaire se dégrade: les «paniers» envoyés par les organisations internationales sont toujours plus légers. Dans les territoires occupés la population sahraouie n'a jamais été aussi réprimée. Les dernières nouvelles montrent un Maroc qui condamne les jeunes Sahraoui-e-s sans preuves, sachant que la communauté internationale et les organisations internationales ne réagiront pas. Seules les voix de quelques ONG, comme Amnesty International, continuent d'alerter le monde pour que des enquêtes aient lieu dans les territoires occupés sur les exactions marocaines. Sans réponse.

Comment le Maroc fait-il pour tétaniser celles et ceux qui devraient protéger les Sahraouis, comme le CICR par exemple?

Une personne du Haut Commissariat aux Droits de l'Homme a répondu à des membres de notre comité qui l'interpellaient sur le silence de son organisation: «Nous avons peur du Maroc»!

C'est cette peur – voir des migrants arriver en Europe si celle-ci respectait le droit international – en plus de tous les moyens mis par le pouvoir marocain à disposition d'une diplomatie du chantage, du cadeau, des avantages, des fake-news ... Comment la lutte sahraouie et la solidarité internationale, qui exigent que le droit international humanitaire soit respecté, peuvent-ils se faire entendre?

Notre Comité a besoin de vous pour élargir la voix de la justice, pour l'aider à trouver des actions plus efficaces. Pour que les 173'400 réfugiés puissent quitter ce désert sans avenir, pour

que la communauté internationale (s'il en existe encore une) qui respecte le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, décide en toute légitimité qu'après 43 ans d'occupation, le Sahara Occidental doit redevenir un territoire de liberté et de démocratie. Ce sont nos vœux pour 2020. Nous voulons les concrétiser avec vous car, lorsque la liberté renaît quelque part, c'est la nôtre à tous et toutes qui s'élargit!

« PRIX NOBEL ALTERNATIF » POUR LA PACIFISTE SAHRAOUIE AMINATOU HAIDAR



Aminatou Haidar est lauréate du prix Nobel alternatif 2019 avec trois autres activistes : Guo Jianmei, avocate connue pour sa quête de justice en Chine, Davi Kopenawa, un des porte-paroles les plus respectés des peuples autochtones du Brésil et la jeune Suédoise Greta Thunberg pour sa lutte contre le réchauffement climatique.

notre monde actuel. Un jury décide des prix parmi des thèmes tels que la protection de l'environnement, les droits humains, le développement durable, la santé, l'éducation, la paix... L'intérêt de ce prix tient aussi dans sa volonté d'une forte représentation féminine et des personnes du Sud.

Qui est Aminatou Haidar?

Parmi les personnalités vivantes sahraouiés, Aminatou Haïdar, défenseuse des droits humains, mère de deux enfants, est sans doute la plus connue. Née en 1965 ou 66 à El Ayoun, au Sahara Occidental (alors colonie espagnole), elle a vécu l'envahissement de 1975-1976 du territoire sahraoui par l'armée marocaine puis par la population

Le Right Livelihood Award

(créé en 1980 par le suédois Jakob von Uekull), largement connu sous le nom de «Prix Nobel alternatif», récompense les personnes ou associations qui travaillent et recherchent des solutions pratiques et exemplaires pour les défis les plus urgents de



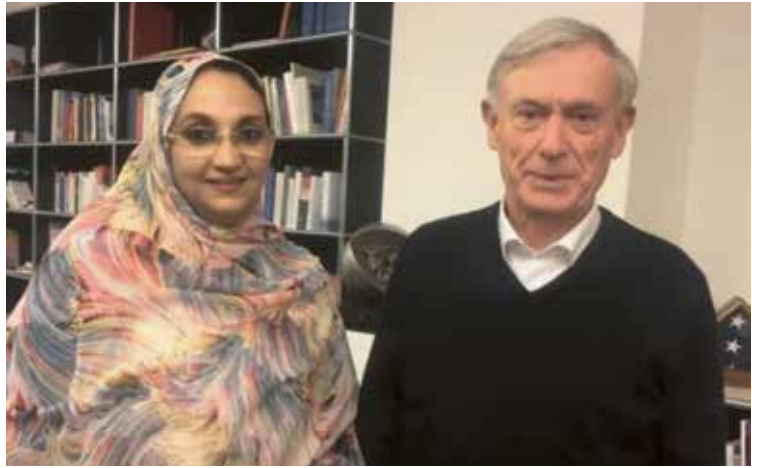
Greta Thunberg, Guo Jianmei, Davi Kopenawa et Aminatou Haidar, les 4 prix Nobel alternatif 2019.
Photo: SP

marocaine déplacée du nord du Maroc au Sahara Occidental. Sa maison a souvent été pillée par la police marocaine en guise de rétorsion contre ses activités. Elle est présidente du Collectif des défenseurs sahraouis des Droits de l'Homme (CODESA).

Ses actions non-violentes

A vingt ans, elle participe à une manifestation pacifique pour demander l'autodétermination de son peuple; avec ses amis et amies activistes elle est emprisonnée dans des conditions épouvantables et portée disparue. Elle sera libérée en 1991, année du cessez-le-feu entre le Maroc et le Front Polisario. En 2007, elle est condamnée à sept mois d'emprisonnement et Amnesty International la reconnaît comme prisonnière d'opinion.

En 2009, Aminatou Haidar revient de New-York où elle a reçu le «prix du courage civil» par la Fondation John-Train. A l'arrivée à El Ayoun depuis les Canaries, défense de rentrer chez elle, refoulement jusqu'à Lanzarote (îles Canaries). Elle fera une grève de la faim d'un mois, mettant sa santé en danger. Les



Novembre 2019: Aminatou Haidar rencontre Hörst Kohler, ancien représentant personnel du Secrétaire Général de l'ONU pour le Sahara Occidental. Photo: SP

chancelleries espagnole, française, américaine et onusienne cherchent une issue à cette situation. Finalement, le Maroc, harcelé, la laisse retourner à El Ayoun retrouver ses enfants. Cette longue action pacifique a permis de faire connaître la situation d'occupation et de répression au Sahara Occidental.

En 2008, elle reçoit le «prix Robert F. Kennedy des Droits de l'Homme » pour le courage des défenseur-e-s des droits humains à travers le monde. Le 25 septembre 2019, le communiqué de la fondation Right Livelihood an-

nonce les noms des lauréat-e-s du « prix Nobel alternatif» 2019 et reconnaît chez Aminatou Haidar «sa ferme et non-violente action, et ce malgré son incarcération et la torture qu'elle a subie dans sa quête de justice et d'autodétermination pour le peuple du Sahara Occidental». Le 28 octobre, elle était à la maison de la paix à Genève où elle a fait état de son long combat.



ÉTIQUETAGE DES PRODUITS DU SAHARA OCCIDENTAL ?

Le 12 novembre dernier, la Cour de Justice de l'Union Européenne (CJUE) a rendu un arrêt sur l'étiquetage des produits issus des colonies israéliennes. La Maroc ne devrait-il pas être aussi concerné?

Ce jour-là, la Cour de Justice de l'Union Européenne a validé l'étiquetage des produits issus des colonies israéliennes exportés vers le marché des Vingt-huit. Ce verdict aura-t-il des conséquences sur les accords agricoles et de pêche entre le Maroc et l'UE?

La CJUE a décidé que «les denrées alimentaires originaires de territoires occupés par l'État d'Israël doivent porter la mention de leur territoire d'origine». La CJUE a précisé que le fait d'apposer «la mention selon laquelle l'État d'Israël est leur «pays d'origine» alors que ces denrées sont en réalité originaires de territoires disposant chacun d'un statut international propre et distinct de celui de cet État (...) serait de nature à induire les consommateurs en erreur».

Le verdict explique que «l'information des consommateurs doit permettre à ces derniers de se décider en toute connaissance de cause non seulement de considérations sanitaires, économiques, écologiques ou sociales, mais également de considérations d'ordre éthique ou ayant trait au respect du droit international.» La Cour a souligné à cet égard que de telles considérations pouvaient influencer les décisions d'achat des consommateurs.

«L'État d'Israël est présent dans les territoires concernés en tant que puissance occupante et non pas en tant qu'entité souveraine.»

Le Maroc concerné par ce verdict ?

La décision de la CJUE validant l'étiquetage des produits des territoires issus des colonies is-

raéliennes aura-t-elle des conséquences sur ceux originaires du Sahara? Justement dans l'accord sous forme d'échange de lettres entre l'Union européenne et le Maroc du 25 octobre 2018 portant modification des protocoles N° 1 et N° 4 de l'accord établissant une association entre le Royaume et l'UE, les produits originaires du Sahara Occidental sont référés comme «territoires concernés», lit-on dans un document de l'UE.

Rabat avait assuré sa position en obtenant des Vingt-huit la reconnaissance que ces produits «sont soumis au contrôle des autorités du Royaume du Maroc et bénéficient des mêmes références commerciales accordées par l'Union européenne aux produits couverts par l'accord d'association entre l'Union européenne et le Royaume du Maroc», indique la même source.



En contrepartie, Rabat avait fait une concession à ses partenaires de l'UE en acceptant «de mettre en place un mécanisme de collecte de données statistiques sur les exportations vers l'UE de produits originaires du Sahara Occidental, qui seront rendues disponibles sur une base mensuelle à la Commission ainsi qu'aux douanes des Etats membres». D'ailleurs la création de ce «mécanisme» a été au cœur de la réunion du 6 novembre de la Commission du Commerce International au Parlement européen dans le cadre d'un «échange de vues sur l'évaluation de l'impact de l'extension des préférences tarifaires UE-Maroc aux produits du Sahara Occidental».

Le verdict de la CJUE du 12 novembre tombe cependant à point nommé pour le Front Polisario. La décision lui donne des arguments pour relancer sa campagne de communication contre les accords de pêche et



agricole entre le Maroc et l'UE ainsi que contre les exportations originaires du Sahara vers d'autres pays.

Pour mémoire, en janvier 2019, des associations agricoles espagnoles avaient demandé d'étiqueter les produits du Sahara. La même requête avait été for-

mulée en novembre 2015 par des députés néerlandais.

*Mohammed Jaabouk
Copyright Yabiladi.com*

<https://www.yabiladi.com/articles/printview/85510/maroc-concerne-decision-cjue-l-etiquetage.html>



Comité de rédaction

Keltoum Irbah, Christiane et Berthier Perregaux. La mise en page est réalisée par Thierry Solignac et l'impression par Baillod Imprimeurs S.A. Bevaix.

ADER/S

Association pour le Développement
des Energies renouvelables
Solaire • Sahara • Solidaire

L'ÉLECTRICITÉ ET LE SOLAIRE AU SAHARA

L'ADER/S (Association pour le Développement des Energies Renouvelables, Solaire, Sahara Solidaire) travaille depuis bientôt vingt ans dans le domaine de l'énergie solaire avec les Sahraouis.

Nous avons équipé une trentaine de dispensaires d'installations photovoltaïques pour la lumière et l'alimentation élec-

trique de frigos afin de pouvoir y conserver les médicaments.

Dès le début de nos activités, nous avons donné des cours autant pratiques que théoriques sur l'électricité, la construction métallique et les installations solaires photovoltaïques dans le but de rendre les Sahraouis le plus autonome possible.

Les techniciens du Ministère sahraoui des Transports et de l'Énergie (MTE), avec qui nous travaillons depuis tout ce temps, ont maintenant la maîtrise technique pour construire des installations et s'occuper de leur maintenance.

Après avoir construit toutes ces installations, l'ADER/S a mis l'accent sur la maintenance des installations pour les faire durer le plus longtemps possible.

Le projet actuel de maintenance de l'ADER/S a démarré cet été 2019, et va durer 3 ans. En février dernier, nous nous sommes coordonnés à Séville avec des associations espagnoles qui elles aussi s'occupent d'énergie solaire pour les camps de réfugiés sahraouis ainsi qu'avec le Ministère sahraoui des Transports et de l'Énergie.

Notre projet a été agréé par la Fedevaco (Fédération vaudoise de coopération) et il est partiel-





Vue d'un cours de formation.

Photo : SP

lement soutenu financièrement par la DDC et le Département vaudois du Territoire et de l'Environnement.

Notre action a trois volets

Le premier volet est la fourniture et l'équipement d'un véhicule de maintenance tout terrains pour des services réguliers sur toutes les installations électriques sous la responsabilité de ce Ministère, ceci dans les camps de réfugiés mais aussi dans les zones libérées du Sahara Occidental. Le véhicule vient d'arriver au Sahara.

Le deuxième volet comporte les cours sur l'électricité en général et sur l'électricité solaire photovoltaïque que nous allons donner fin novembre au siège

du Ministère. Une trentaine de personnes ont prévu d'y assister, techniciens solaires du Ministère mais aussi des personnes intéressées venant des différents camps.

Le troisième volet de notre action concerne la maintenance des installations solaires du camp d'El Ayoun : c'est maintenant le seul camp qui n'est pas raccordé au réseau de Tindouf et ses installations solaires ont déjà un âge certain. En plus de celles que nous avons déjà réalisées avec les techniciens sahraouis, nous devons nous occuper de la maintenance des installations solaires des centres administratifs, des postes de garde et des écoles. Il faut nous assurer que tout fonctionne, changer le

matériel défectueux, financer ces réparations et nous assurer que le système de maintenance marche bien. Nous avons aussi prévu de payer des salaires aux techniciens qui travaillent pour le projet, comme c'est l'usage.

Les camps de Smara, Auserd, Dakhla ont été nouvellement raccordés ces dernières années au réseau algérien, c'est-à-dire à la centrale électrique de Tindouf. L'Etat algérien a tiré les lignes de la centrale jusqu'aux différents camps et ce sont les Sahraouis qui ont eu en charge d'organiser et de créer le réseau à l'intérieur des camps.

Les centres des wilayas sont maintenant raccordés à l'électricité algérienne, ainsi que la plupart des bâtiments publics,

mais aussi beaucoup de privés, familles, échoppes, etc

Les problèmes électriques n'en sont pas résolus pour autant. Cette nouvelle possibilité d'avoir du courant plus facilement a boosté la demande. Pendant les étés 2018 et 2019, les chaleurs extrêmes en été (il a fait jusqu'à 56°C à l'ombre) et l'opportunité soudaine d'utiliser des climatiseurs, ont eu pour conséquences que les quantités d'électricité consommées étaient beaucoup trop importantes: le réseau a tout de suite été surchargé et les pannes longues et très fréquentes.

Les installations solaires de l'ADER/S sur les dispensaires de santé par exemple, indépendantes du réseau, ont donc encore toute leur pertinence et

sont toujours en place. Elles font l'objet d'une maintenance régulière avec le concours des associations espagnoles qui appuient l'équipe de techniciens du MTE.

Le raccordement au réseau algérien signifie-t-il que les Sahraouis vont encore rester longtemps dans leurs camps? Nous ne le souhaitons pas, et même si nous saluons ces nouvelles possibilités qui devraient soulager un peu les réfugiés en leur offrant un peu plus de possibilités, nous continuons à penser

que les énergies renouvelables sont définitivement une voie dans laquelle il vaut la peine de continuer à nous investir, former et sensibiliser les utilisateurs, les techniciens et les dirigeants politiques et finalement de soutenir la population du Sahara Occidental.

*Pour l'ADER/S
Gilles Boss*



**Comité suisse de soutien
au peuple sahraoui**

contact@sahraoui.ch



HINDU MANI

LA PREMIÈRE PIZZAÏOLA DES CAMPS SAHRAOUI



Hindu Mami la première pizzaïola sahraouie.

Photo: SP

Dans les camps de réfugiés sahraouis, les jeunes, trop souvent désœuvrés, sont à la recherche de nouvelles initiatives. Il ne leur faut souvent qu'un petit coup de main pour qu'il démarre une activité.

Le parcours d'Hindu

«Après mes études à Alger, j'ai toujours voulu mon indépendance. J'ai pu la trouver avec ma pizzeria » déclare Hindu.»- Je la partage avec mes quatre employées. Tous les jours nous cuisons des pizzas que des Sahraoui-e-s nous ont commandées ou qu'ils viennent chercher; moi-même, je la leur apporte toute chaude avec ma voiture, une antique Mercedes Benz blanche».

La pizza au chameau

La pizza préférée des clients c'est

«la pizza au chameau». C'est une pizza sahraouie authentique « qui contient de la viande de chameau, des tomates, des oignons, du fromage, du piment, des olives et des herbes aromatiques typiques du désert sahraoui », explique Hindu. Un de ses amis ajoute que pour lui c'est « la pizza qui a le goût du pays » car tout dans les camps tourne autour du retour. S'ils sont là, si leurs parents et souvent leurs grands-parents sont réfugiés depuis 43 ans, c'est que la communauté internationale est toujours incapable de leur

rendre leurs droits. Hindu et ses employées peuvent donner un sens à leur vie dans les camps de réfugiés. Leur travail leur permet de gagner un peu d'argent avec lequel elles peuvent aider leurs familles, les «paniers» mensuels de l'aide internationale étant toujours moins remplis. D'une certaine manière, elles font partie de tous ceux et toutes celles qui cherchent à rendre la vie de réfugié-e-s moins dure.

Le rôle social de la pizzeria

Dans un environnement désertique où les divertissements sont rares, la pizzeria sahraouie est devenue un lieu de rencontre pour les jeunes et les employé-e-s des ONG qui viennent de différents pays européens,

comme l'Italie, l'Espagne, l'Allemagne ou la France. Des liens se construisent dans une atmosphère détendue. C'est une bouffée d'oxygène et une occasion pour les ONG de mieux connaître la réalité sahraouie dans les camps en dehors des rencontres officielles. Hindu offre à ces client-e-s le WIFI - un espace vers le monde extérieur - et la retransmission des matchs de football. La pizzeria est souvent pleine de monde et Hindu envisage de construire une terrasse en utilisant des pneus de voiture pour faire des tables et des chaises.

Multiplier les initiatives

Une équipe de jeunes s'est vue proposer une modeste somme

d'argent qui lui a permis de fabriquer des pâtes qui sont aujourd'hui en vente dans les boutiques des camps; des jeunes gens créent un garage de dépannage et de réparations pour les voitures abîmées par les pistes de sable; Hindu Mani crée la première pizzeria des camps de réfugiés. Son initiative, qui date de 2017, se retrouve dans d'autres camps de réfugiés, notamment palestiniens et syriens, où se développent des «pizzerias de la paix». Jusqu'au jour du retour!



La pizzeria des camps de réfugiés, un havre de rencontre pour les jeunes.

Photo: SP

OÙ SONT LES 15 JEUNES SAHRAOUIIS DISPARUS DEPUIS 2005 ?

Disparitions, condamnations insupportables : ces exactions donnent une certaine idée de l'enfermement qui règne au Sahara Occidental occupé. Lorsque Aminatou Haidar dit le 28 novembre à Genève que le Sahara Occidental est une prison à ciel ouvert, elle ne dit que la réalité.

Le 25 décembre 2005 à El Ayoun, 15 jeunes Sahraouis ont disparu. Cet enlèvement coïncide avec l'Intifada qui visait à l'autodétermination du peuple sahraoui. Leurs familles ont la conviction et les preuves que leurs fils ont été enlevés et incarcérés par les autorités marocaines. Or, le régime marocain refuse de faire la lumière sur leur sort, comme sur le cas des centaines de disparus sahraouis depuis 1975. Le comité des mères des 15 Sahraouis enlevés a mené une vaste campagne de sensibilisation pour démasquer la réalité des exactions commises à travers des sit-in pacifiques et des jours de grève de la faim. Le régime marocain fait la sourde oreille et refuse de libérer les 15 jeunes qui se trouvent, selon des sources, en-

fermés dans un lieu de détention secret près de Rabat. Les autorités ont exercé sur les mères une répression aveugle et différentes formes d'intimidation. Relevons que le Comité des disparitions forcées à Genève, saisi du dossier, n'a pas donné d'information depuis 2014, ce qui accentue la douleur et l'épreuve des familles. A l'approche des fêtes de décembre, nous pensons à toutes ces personnes et nous nous joignons à leur souffrance.

Récentes condamnations politiques

Fin novembre, Husein Bachir Brahim, jeune Sahraoui de 28 ans, a été condamné à 12 ans de prison pour avoir demandé l'asile politique à l'Espagne. Ce dernier pays, ancien colonisateur du Sahara Occidental, n'a rien trouvé de mieux, après lui avoir refusé l'asile, que de renvoyer le jeune homme chez l'occupant marocain. Un processus plutôt rare et

surtout interdit dans le monde de l'asile.

Le 26 novembre, la Cour d'appel d'El Ayoun condamnait Salik Abdi Mubarak à 5 ans de prison pour avoir manifesté le 7 juin dans la ville de Smara, lors de la libération du prisonnier politique Salahdine Labsir. Ce jour là, Salik fût brutalement saisi par des agents des services secrets marocains en civil et emmené en prison.

Le tribunal d'El Ayoun a condamné l'activiste Mahfouda Bamba Lafkir à 6 mois de prison pour avoir protesté contre des jugements injustes. Elle est détenue depuis le 15 novembre 2019, accusée « d'obstruction à la justice et d'avoir humilié un fonctionnaire ». Cette avalanche de condamnations veut créer un climat de terreur sur ce territoire et l'Etat marocain viole ainsi tous les droits fondamentaux des Sahraouis.



Solidarité au Portugal

L'ENGAGEMENT D'ISABEL LOURENÇO

Engagée sur la question du Sahara Occidental depuis plusieurs années, Isabel Lourenço a intégré la question sahraouie dans plusieurs travaux académiques. Membre de la Fondation du Sahara Occidental (FUSO), elle est également chercheuse au Centre d'études africaines de l'Université de Porto.

Elle a récemment publié un rapport sur la situation des enfants et des jeunes sahraouis sous occupation au Sahara Occidental. Avec minutie elle y explique la manière dont les jeunes sahraouis sont victimes de la torture, d'humiliations, d'agressions physiques et psychologiques et de mesures disciplinaires violentes, qui se traduisent par de moins bons résultats scolaires, des traumatismes, de l'anxiété et un manque d'estime de soi.

Depuis 2013 elle est aussi observatrice internationale aux procès des prisonniers politiques sahraouis. Elle a, à cet égard, dénoncé les violations des règles internationales pour un procès équitable établies par la Déclaration universelle des Droits de l'Homme dans la 4e Convention de Genève,

inscrite dans la Constitution et la loi marocaines.

Comment vous êtes-vous intéressée à la question du Sahara Occidental?

Née en exil pendant la période du fascisme portugais, pendant toute ma jeunesse, j'étais entourée de parents et d'amis qui parlaient de guerres pour l'indépendance, de guerres coloniales en Afrique et du Timor oriental. Depuis mon adolescence, j'ai été impliquée dans le mouvement pour la paix et les activités pour l'indépendance du Timor oriental et, comme nous tous, j'étais convaincue que le Sahara Occidental bénéficierait de l'indépendance beaucoup plus tôt que le Timor oriental. Malheureusement, cela n'a pas été le cas et, après l'indépendance du Timor Est, des amis du mouvement de





Vue d'un procès au Maroc.

Photo: SP

solidarité espagnol ont commencé à m'inviter à assister à des conférences et à des manifestations sur le Sahara Occidental. Je me suis alors rendu compte que, même si on parlait beaucoup des camps de réfugiés, les territoires occupés ne recevaient pas la même attention.

Vous avez assisté à des procès de prisonniers politiques sahraouis. Quelles sont vos principales observations?

Les procès des prisonniers politiques sahraouis se caractérisent tous par le même manque d'indépendance judiciaire. Les preuves, les témoignages, un «quand, où, comment, quoi et qui» sont complètement absents des procédures. Dans les rares cas où les autorités marocaines ont tenté de présenter des éléments de preuve autres que des aveux obtenus par la force et la torture, il n'existait pas de filière de contrôle.

Des vidéos sous-titrées accusant des individus d'être des terroristes ont été projetées pendant un procès, bien qu'aucun crime ne soit commis dans la vidéo. Il s'agit d'une combinaison de tournages de vidéos par des sources inconnues sur des zones non identifiées. La présomption d'innocence a toujours été absente des procès auxquels j'ai pu assister. Les tribunaux marocains ne sont ni impartiaux ni indépendants dans le traitement des affaires sahraouies et ne sont donc pas en mesure de garantir que ceux qui décident si une personne a commis une infraction pénale sont neutres et procèdent à une évaluation équitable des faits.

Est-ce que vous menez des activités en faveur des prisonniers sahraouis?

Je dénonce la situation des prisonniers politiques sahraouis et de leurs familles au niveau internatio-

nal. En tant qu'observateur internationale, j'ai assisté aux procès de plus de 40 prisonniers politiques. Au fil des ans, j'ai documenté la situation des prisonniers et publié plusieurs rapports. Ces rapports sont envoyés aux organisations internationales compétentes et sont également utilisés par les avocats de la défense.

Certains de ces prisonniers sont condamnés à l'emprisonnement à perpétuité, la procédure judiciaire est toujours en cours et le monde ne peut oublier l'existence de ces hommes, tout comme nous ne pourrions pas oublier Nelson Mandela et tant d'autres.

En novembre dernier, j'ai participé à l'organisation d'un «marathon relais» entre Paris et Bruxelles (284 km) pour la libération des prisonniers politiques. À Bruxelles, nous avons rencontré plusieurs eurodéputés et un des sportifs, un jeune sahraoui réfugié en France,

a dénoncé les tortures que lui et d'autres prisonniers ont subies et subissent dans les prisons marocaines et dans les territoires occupés. L'interdiction des médias sur cette question nous incite à essayer de trouver des moyens de sensibiliser le public à travers différents types d'actions.

Avez-vous été déjà empêchée de vous rendre au Sahara Occidental?

En 2015, j'ai été expulsée de l'aéroport d'El Ayoun et les autorités marocaines m'ont dit que je n'étais plus autorisée à entrer au Sahara Occidental. Mon expulsion n'était pas motivée par la loi puisque je n'ai jamais tenté d'entrer dans le pays sous de faux prétextes, j'ai clairement indiqué que je n'étais pas une touriste et que j'avais l'intention d'assister au procès de deux journalistes

sahraouis en qualité d'observateur international. Cette situation assez courante chez les observateurs étrangers est l'un des problèmes de l'absence de mandat adéquat de la MINURSO (Mission des Nations Unies au Sahara Occidental).

Quelle est la position du Portugal sur le dossier du Sahara occidental?

Le Portugal enfreint sa propre constitution concernant la question du Sahara occidental. Notre constitution est très claire dans son article 7.

1. Le Portugal plaide pour l'abolition de l'impérialisme, du colonialisme et de toute autre forme d'agression, de domination et d'exploitation dans les relations entre les peuples (...).
2. Le Portugal reconnaît le droit des peuples à l'autodétermination et à l'indépendance et

au développement, ainsi que le droit d'insurrection contre toutes les formes d'oppression.

Le Portugal adopte la terminologie des Nations Unies et déclare qu'il soutient les efforts de l'ONU, or, il signe et vote en faveur des accords UE-Maroc qui violent non seulement le droit international, mais également les trois derniers arrêts de la Cour de justice de l'Union européenne. Cette position du Portugal est très hypocrite si on la compare aux déclarations grandioses des mêmes hommes politiques lorsque le Timor oriental a finalement obtenu son indépendance.





**À NOS DONATEURS ET DONATRICES
À NOS LECTRICES ET LECTEURS**

**NOUS VOUS ADRESSONS NOS REMERCIEMENTS
LES PLUS SINCÈRES
POUR VOTRE FIDÉLITÉ, VOTRE SOUTIEN ET VOTRE SOLIDARITÉ
AVEC LE PEUPLE SAHRAOUI**

**NOUS VOUS PRÉSENTONS NOS VŒUX LES MEILLEURS
POUR L'ANNÉE 2020**

Le Comité

ADRESSES DE NOTRE COMITÉ

Suisse romande

Comité de soutien au peuple sahraoui – Case postale 177 – 1211 Genève 8

Tél. 032 846 14 89 – Internet www.arso.org

Berthier Perregaux – Vauroux 2 – 2022 Bevaix – Tél. 032 846 14 89

Dr Marie-Claire et Emmanuel Martinoli – Case postale 2229 – 2800 Delémont 2 – Tél. 032 422 87 17

Françoise Buchet – Côte 6 – 2000 Neuchâtel – Tél. 032 853 50 80

Gilles Boss – Quai de la Thièle 4 – 1400 Yverdon-les-Bains

Suisse alémanique

SCHWEIZERISCHES UNTERSTÜTZUNGSKOMITEE FÜR DIE SAHRAOUI – Postfach 8205 – 3001 Bern